

PROFIL SOMMAIRE DE L'ÉCONOMIE FRANCO- ONTARIENNE



Mars 2021

COORDINATION DU PROJET : AXION

CONSEILLERS DU PROJET : COMITÉ DES AFFAIRES POLITIQUES DE LA FGA

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|------|
| I. SOMMAIRE | 5 |
| 1. CONTEXTE | 7 |
| 2. ÉTAT DES LIEUX | 8 |
| 2.1 LES ENTREPRISES FRANCOPHONES EN ONTARIO | |
| 2.2 LES TRAVAILLEURS BILINGUES EN ONTARIO | |
| 2.3 CONSTATS DE L'ANALYSE | |
| 3. ENJEUX STRATÉGIQUES | 18 |
| 3.1 FAVORISER LA CROISSANCE ENTREPRENEURIALE AU FÉMININ | |
| 3.2 INCITER LES IMMIGRANTS À SE LANCER EN ENTREPRISE | |
| 3.3 PROMOUVOIR LA RELÈVE ENTREPRENEURIALE FRANCOPHONE | |
| 3.4 SOUTENIR LA CONQUÊTE DE NOUVEAUX MARCHÉS EN FRANCOPHONIE | |
| 4. CONCLUSION | 21 |
| BIBLIOGRAPHIE | 22 |

LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

| | N ^o DESCRIPTION | PAGE |
|-----------|---|------|
| GRAPHIQUE | | |
| | 1 LANGUE MATERNELLE DE LA PERSONNE PRINCIPALEMENT RESPONSABLE DE LA PRISE DE DÉCISION EN ONTARIO | 9 |
| | 2 ÂGE DE LA PERSONNE PRINCIPALEMENT RESPONSABLE DE LA PRISE DE DÉCISION | 10 |
| | 3 ÂGE DES EXPLOITANTS SELON LA PREMIÈRE LANGUE OFFICIELLE PARLÉE | 10 |
| | 4 PLUS HAUT NIVEAU DE SCOLARITÉ DE LA PERSONNE PRINCIPALEMENT RESPONSABLE DE LA PRISE DE DÉCISION | 11 |
| | 5 PLUS HAUT NIVEAU DE SCOLARITÉ DE LA POPULATION DE L'ONTARIO | 11 |
| | 6 RÉPARTITION DES ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ | 12 |
| | 7 PARTICIPATION FÉMININE À LA PROPRIÉTÉ | 13 |
| | 8 PROPORTION DE LA PARTICIPATION FÉMININE | 13 |
| | 9 PME EXPORTATRICES | 13 |
| | 10 LIEU DE NAISSANCE DE LA PERSONNE PRINCIPALEMENT RESPONSABLE DE LA PRISE DE DÉCISION | 14 |
| | 11 LIEU DE NAISSANCE DES FRANCOPHONES ET DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION | 14 |
| | 12 SECTEURS D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS BILINGUES | 15 |
| | 13 REPRÉSENTATION DES TRAVAILLEURS BILINGUES | 16 |

I. SOMMAIRE

La Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario a vu le jour à l'automne 2020, à l'initiative de regroupements de gens d'affaires francophones et bilingues qui ont uni leurs forces pour constituer un partenaire commercial incontournable dans le développement de la francophonie économique.

Dans un souci de répondre aux préoccupations des PME francophones, la Fédération entreprend la réalisation du présent *Profil sommaire de l'économie franco-ontarienne* à l'hiver 2021. Celui-ci dresse un portrait de l'économie franco-ontarienne et cible les grands enjeux à traiter en priorité afin de renforcer l'écosystème économique francophone de la province.

L'état des lieux se fonde sur des données de l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, produite par Statistique Canada en collaboration avec Innovation, Sciences et Développement économique Canada, ainsi que sur un portrait économique des personnes bilingues au Canada réalisé par le Conference Board du Canada pour l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC). Certaines hypothèses concernant les PME francophones de la province sont extrapolées à partir des données disponibles pour l'ensemble des PME francophones du Canada.

L'Ontario compte 18 875 PME francophones, soit environ 4,2 % des PME de la province. À elle seule, la province compte près de 50 % des entreprises francophones hors Québec. C'est dans les secteurs Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51), Services immobiliers et services de location (SCIAN 53), Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (SCIAN 56), Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62) et Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71) que l'on retrouve le plus grand nombre de PME francophones en nombres absolus.

Comparativement à l'ensemble des PME de la province, on retrouve un pourcentage plus élevé d'entreprises francophones dans les domaines Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11), Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21) et Construction (SCIAN 23).

L'Ontario compte la plus importante population francophone au Canada après le Québec, soit plus de 622 000 personnes, et 1,5 million de personnes y sont bilingues, c'est-à-dire qu'elles parlent le français et l'anglais. Un peu plus de 20 % des personnes bilingues au Canada vivent en Ontario. Cette proportion passe à 56 % si l'on exclut le Québec.

En Ontario, 898 190 travailleurs, soit 11,5 % de la main-d'œuvre, sont bilingues et produisent 12,1 % du produit intérieur brut (PIB), soit tout près de 80 milliards de dollars. Près de 40 % de la population bilingue de 15 ans ou plus obtient un baccalauréat ou un diplôme supérieur, comparativement à 25 % pour la population anglophone.

En Ontario, 50 % des travailleurs bilingues se retrouvent dans cinq secteurs principaux : l'administration publique (13 %), les services d'enseignement (13 %), les soins de santé (10 %), le commerce de détail (9 %) et les services professionnels, scientifiques et techniques (9 %). Les travailleurs bilingues sont sous-représentés dans la production et la distribution des biens (fabrication, secteur primaire, construction, services publics, transport et distribution) comparativement au pourcentage total de travailleurs bilingues en Ontario (11,5 %). La représentation des travailleurs bilingues est supérieure à la moyenne provinciale dans les

secteurs de l'extraction minière, de l'administration publique, des services d'enseignement, d'information et des arts ainsi que dans le domaine des services professionnels, scientifiques et techniques.

Les constats suivants sont tirés de l'analyse :

- ✓ Près de 6 PME francophones sur 10 sont gérées par des personnes de 50 ans et plus. Toutefois, le bassin d'acheteurs potentiels francophones est beaucoup plus restreint que le bassin d'acquéreurs anglophones.
- ✓ La proportion de PME francophones comptant une participation féminine à la propriété est inférieure de près de 10 points de pourcentage à celui de l'ensemble des PME. La pandémie n'a pas amélioré la situation des femmes francophones propriétaires.
- ✓ La proportion de PME francophones qui exportent est inférieure de 6 points de pourcentage à celui pour l'ensemble des PME de l'Ontario. Les secteurs dans lesquels on retrouve une importante proportion de PME francophones ne sont pas les plus tournés vers l'exportation.
- ✓ Le pourcentage de personnes nées à l'extérieur du Canada qui sont principalement responsables de la prise de décision au sein des PME francophones est six fois moindre que pour les PME dans leur ensemble. Pourtant, en général, les immigrants ont le sens de l'entrepreneuriat et sont plus portés à se lancer en affaires que les personnes nées au Canada.

À partir des données et constats, quatre enjeux et cibles ont été retenus pour le développement de l'économie franco-ontarienne à l'horizon 2031 :

- Les femmes détiendront 45 % des PME francophones, en totalité ou en partie.
- 10 % des PME francophones appartiendront à des personnes nées à l'extérieur du Canada.
- Un minimum de 4,2 % des PME de la province appartiendront à des francophones.
- 13 % des PME francophones de la province feront de l'exportation.

Le présent *Profil sommaire* démontre hors de tout doute que l'économie franco-ontarienne fait partie intégrante de l'économie provinciale et offre une forte valeur ajoutée. Toutefois, certains enjeux méritent l'attention des gouvernements afin de permettre aux entreprises francophones et aux travailleurs bilingues de réaliser leur plein potentiel.

1. CONTEXTE

À l'automne 2020, le gouvernement de l'Ontario annonçait le versement d'une subvention d'importance pour soutenir les premiers pas de la future Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario (FGA).

La FGA est une initiative de regroupements de gens d'affaires de partout en province, qui ont décidé d'unir leurs forces pour devenir un partenaire commercial incontournable dans le développement de la francophonie économique.

Selon la ministre des Affaires francophones, Caroline Mulroney, « les entrepreneur.e.s et les entreprises franco-ontariennes pourront se concerter à travers ce réseau pour renforcer l'écosystème économique francophone de l'Ontario¹ ».

Grâce à ce financement, la Fédération a pris son envol à l'automne 2020 et a été constituée selon la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* au 1^{er} janvier 2021.

La mission de la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario est de soutenir, représenter et faire progresser les intérêts de ses membres et des acteurs économiques de la province afin de mettre pleinement en valeur la francophonie en affaires.

La Fédération comprend des membres associatifs, qui sont des regroupements de gens d'affaires ou d'entreprises francophones ; des membres individuels, qui sont des entreprises privées à portée locale, des entrepreneurs ou encore des personnes en affaires qui demeurent dans une région non représentée par un membre associatif ; et des membres corporatifs ou institutionnels qui sont des entreprises ou organismes ayant une portée provinciale ou nationale.

Après seulement quelques mois d'existence, la Fédération compte déjà treize membres associatifs de partout en province et six membres corporatifs et institutionnels. Forte de ces premières adhésions, la Fédération représente déjà plus de 4 000 PME francophones à travers la province.

Dans un souci de répondre aux préoccupations des PME francophones, la Fédération entreprend la réalisation d'un *Profil sommaire de l'économie franco-ontarienne*. Celui-ci dresse un portrait de l'économie franco-ontarienne et cible les grands enjeux à traiter en priorité afin de renforcer l'écosystème économique francophone de la province.

Le présent document constitue une première analyse, car les délais et contraintes de production ne permettaient pas de recueillir des données précises ciblant uniquement les PME francophones de l'Ontario. Ainsi, certaines données qui s'appliquent à l'ensemble des PME francophones du pays sont extrapolées pour les PME francophones de l'Ontario. Une deuxième analyse sera sans doute nécessaire, avec des données sur mesure ciblant uniquement les PME de la province, afin de valider les conclusions.

¹ FGA, *Un nouveau partenaire économique d'excellence pour les Franco-Ontariens : la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario*, <https://fedefranco.ca/un-nouveau-partenaire-economique-dexcellence-pour-les-franco-ontariens-la-federation-des-gens-daffaires-francophones-de-lontario/>, site consulté en mars 2021.

2. ÉTAT DES LIEUX

Afin de présenter les facettes de l'économie franco-ontarienne, nous nous arrêterons sur ses deux composantes principales : les entreprises francophones et les travailleurs bilingues.

Il existe depuis 2012 une définition de ce qu'est une « entreprise francophone ». Toutefois, les données compilées par Statistique Canada dans l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises ne permettent pas de les recenser selon cette définition. Le RDÉE Canada définissait ainsi une entreprise francophone dans son livre blanc de janvier 2016 :

« L'entreprise francophone est une unité organisationnelle dont le contrôle direct effectif de l'affectation de toutes ses ressources et activités s'effectue majoritairement par des administrateurs et dirigeants localisés en milieu minoritaire et dont la première langue officielle parlée est le français². »

L'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises (1 à 499 employés et qui génèrent un revenu annuel brut de 30 000 \$ ou plus) produite par Statistique Canada en collaboration avec Innovation, Sciences et Développement économique Canada recense les entreprises selon la langue maternelle de la personne principalement responsable de la prise de décision et non selon la première langue officielle parlée.

Malgré la distinction importante entre les définitions du RDÉE Canada et de Statistique Canada, l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises nous permet d'obtenir des données valables pour estimer le nombre d'entreprises dont la langue maternelle de la personne principalement responsable de la prise de décision est le français. Nous utiliserons ces données au fil de notre analyse, tout en gardant à l'esprit que les nombres qu'elles représentent sont moins élevés que la réalité sur le terrain.

Comme mentionné précédemment, il a été impossible d'obtenir des données ciblant uniquement les PME francophones de l'Ontario. C'est pourquoi certaines hypothèses ont été posées en extrapolant les données disponibles pour l'ensemble des PME francophones du Canada.

La deuxième partie de notre analyse portera sur les travailleurs bilingues de l'Ontario, ce qui signifie en fait les travailleurs francophones. Les données proviennent d'une étude réalisée par le Conference Board du Canada pour l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC). Cette étude, réalisée en 2018, dresse un portrait économique des personnes bilingues au Canada. Dans cette section, nous incluons non seulement les travailleurs dont la langue maternelle ou la première langue officielle parlée est le français, mais également les personnes ayant autodéclaré leur maîtrise des deux langues officielles dans le recensement de Statistique Canada.

Il est important d'inclure non seulement les travailleurs dont la première langue officielle parlée est le français, mais également les travailleurs en mesure de s'exprimer en anglais et en français. Ces travailleurs jouent un

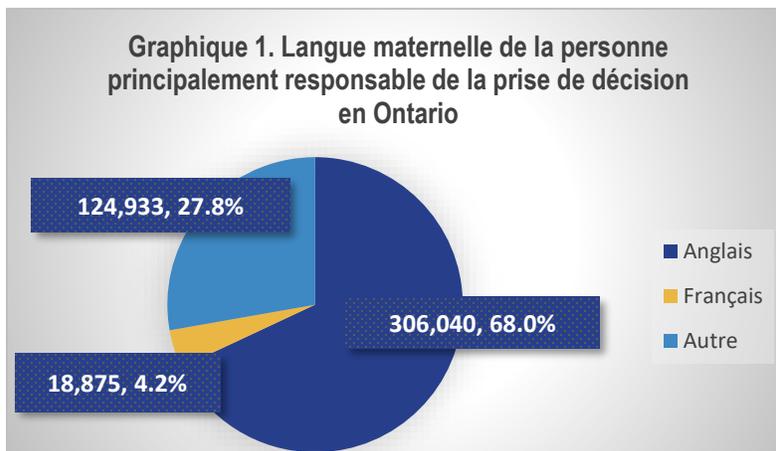
² RDÉE Canada, *Le Livre blanc : Prospérité économique des francophones et Acadiens*, janvier 2016, p. 30.

rôle clé dans la prestation de services en français à la population francophone ainsi qu'à des clients francophones d'ailleurs au pays ou sur le marché international.

2.1 LES ENTREPRISES FRANCOPHONES EN ONTARIO

Selon l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, 4,2 % des PME en Ontario sont francophones³, soit 18 875 entreprises.

Au Canada à l'extérieur du Québec, on recense tout près de 40 000 PME francophones. L'Ontario, à lui seul, compte près de 50 % des entreprises francophones hors Québec, et 1,5 fois le nombre de PME en région Atlantique⁴.

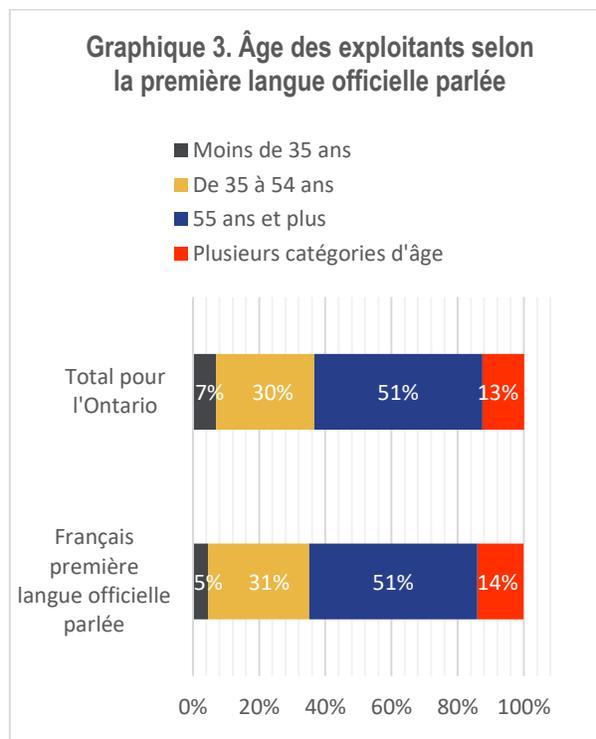
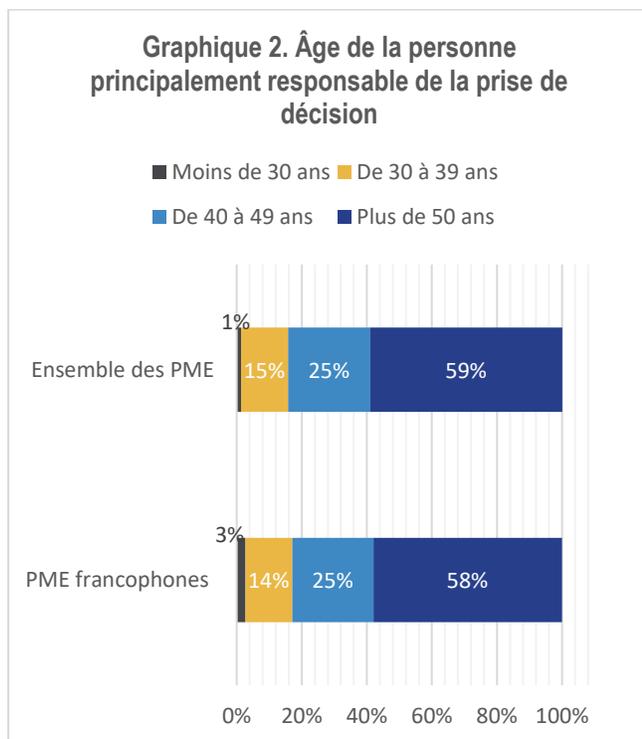


En étudiant l'âge de la personne principalement responsable de la prise de décision, on observe que tout comme pour l'ensemble des PME, près de 6 PME francophones sur 10 sont gérées par des personnes de 50 ans et plus. Des données récentes pour le secteur agricole démontrent que la situation est très similaire dans ce domaine, car plus de 50 % des exploitations agricoles de la province sont dirigées par des personnes de 55 ans et plus, quelle que soit la première langue officielle parlée⁵.

³ Pour les fins du rapport, nous définissons comme « entreprise francophone » une entreprise dont la langue maternelle de la personne principalement responsable de la prise de décision est le français.

⁴ Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises 2017*, novembre 2018, tableau 30.

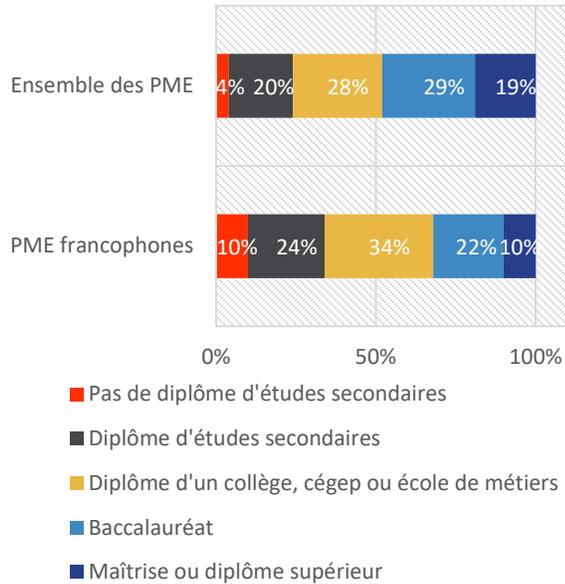
⁵ Statistique Canada, *Portrait des travailleurs de langue française dans les industries agricoles et agroalimentaires de l'Ontario, 2006 et 2016*, janvier 2021, p. 9.



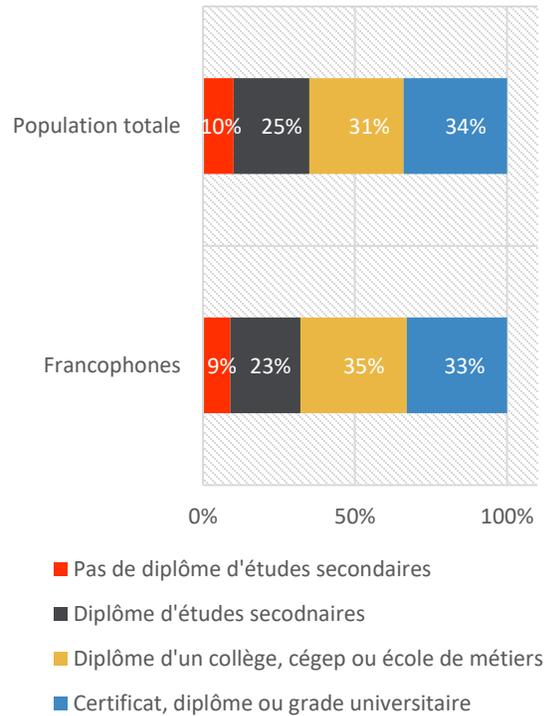
En observant le plus haut niveau de scolarité de la personne principalement responsable de la prise de décision chez les PME francophones, on constate que la répartition en fonction du plus haut niveau de scolarité est très comparable à la répartition pour la population francophone en général. La situation n'est pas la même pour l'ensemble des PME de la province, chez lesquelles près d'une personne sur deux principalement responsable de la prise de décision est titulaire d'un certificat, diplôme ou grade universitaire. Toutefois, selon le dernier recensement, un tiers seulement de la population ontarienne de 25 à 64 ans détenait un certificat, diplôme ou grade universitaire⁶.

⁶ Ontario, *Profil de la population francophone de l'Ontario – 2016*, <https://www.ontario.ca/fr/page/profil-de-la-population-francophone-de-lontario-2016#section-9>, site consulté en mars 2021.

Graphique 4. Plus haut niveau de scolarité de la personne principalement responsable de la prise de décision



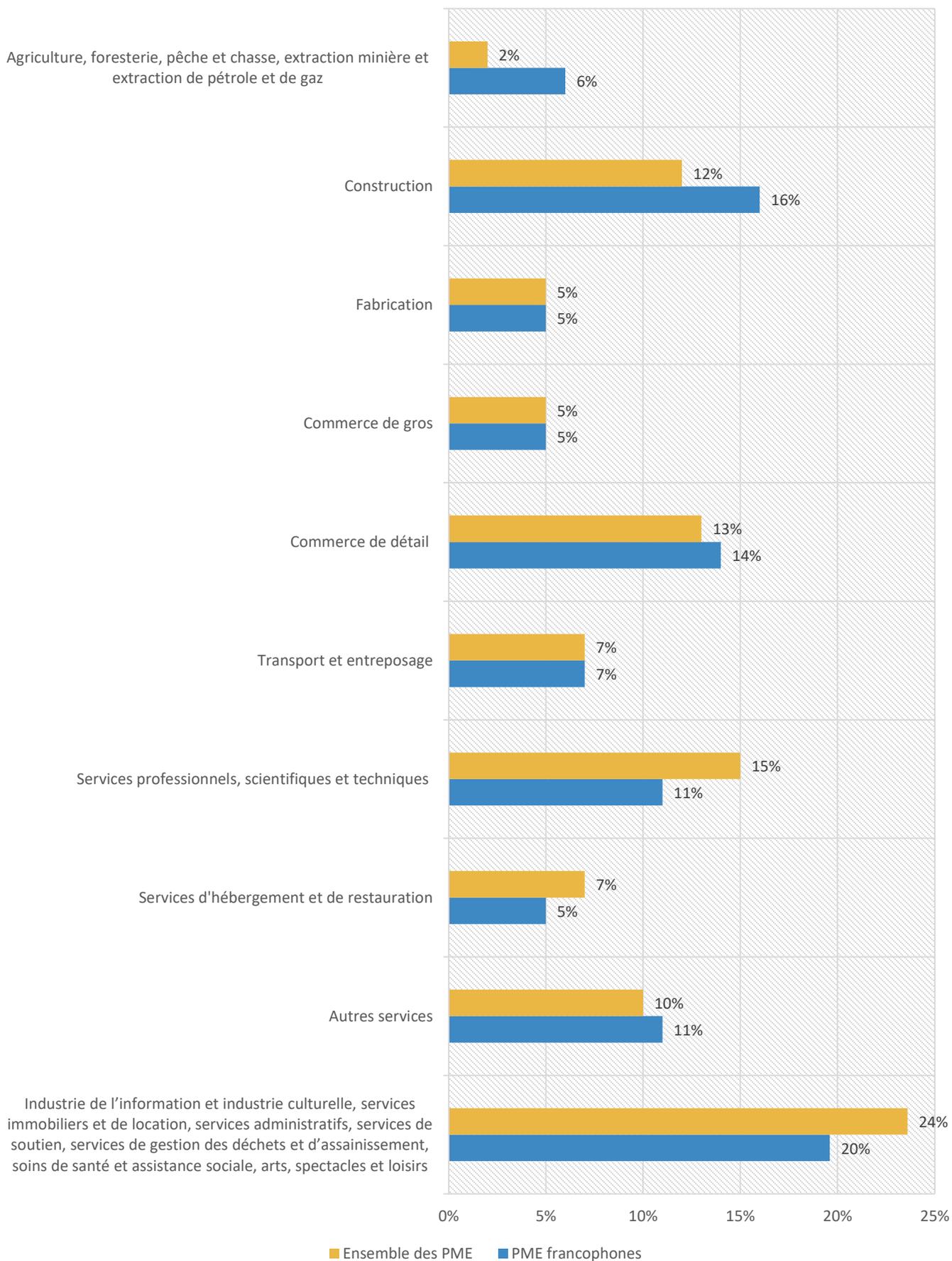
Graphique 5. Plus haut niveau de scolarité de la population de l'Ontario



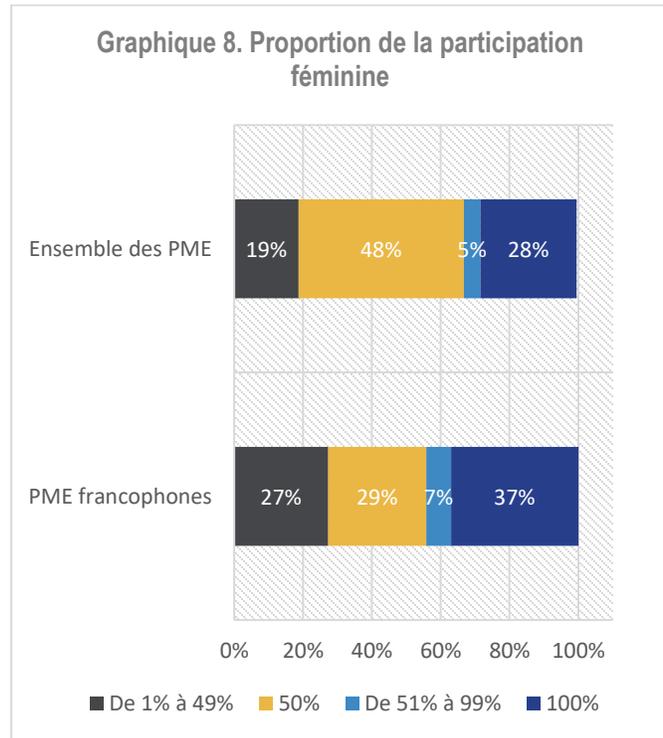
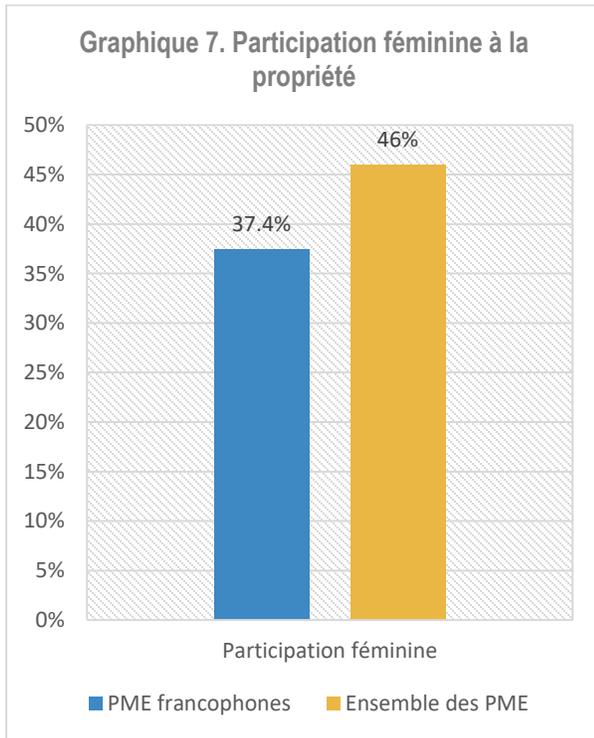
Comme le démontre le graphique suivant, c'est dans les secteurs Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51), Services immobiliers et services de location à bail (SCIAN 53), Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (SCIAN 56), Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62) et Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71) que l'on retrouve le plus grand nombre de PME francophones en nombres absolus. Cependant, le pourcentage de PME francophones dans ces secteurs et dans celui des Services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54) est moins élevé que pour l'ensemble des PME.

Par contre, on retrouve un pourcentage plus élevé d'entreprises francophones dans les domaines Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11), Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21) et Construction (SCIAN 23).

Graphique 6. Répartition des entreprises par secteur d'activité

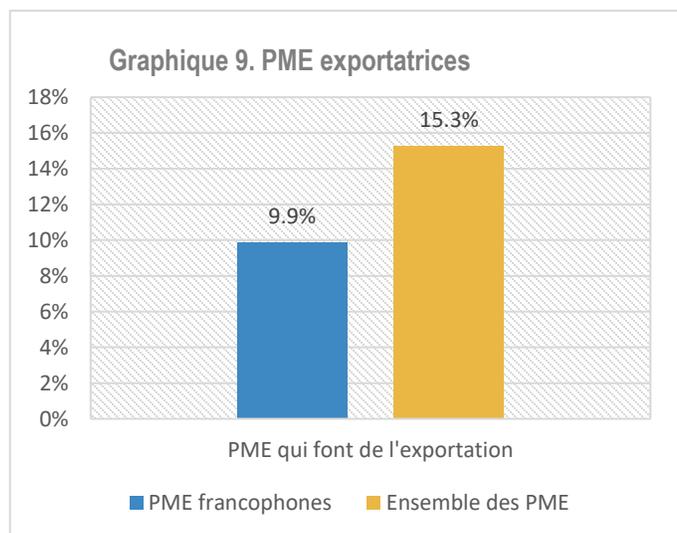


La proportion de PME francophones comptant une participation féminine à la propriété est inférieure de près de 10 points de pourcentage à celui de l'ensemble des PME. C'est donc dire que l'entrepreneuriat féminin est moins présent chez les PME francophones que dans l'ensemble des PME de la province. De surcroît, chez les PME francophones, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à détenir une part minoritaire (moins de 50 %) de l'entreprise. Il faut cependant noter que dans les cas où les femmes francophones sont impliquées dans une entreprise, un plus grand pourcentage d'entre elles sont propriétaires à 100 % de l'entreprise.



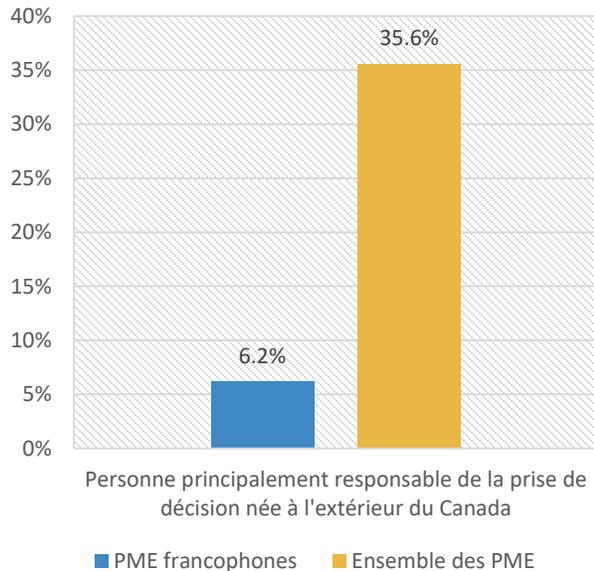
La proportion de PME francophones qui exportent est inférieure de 6 points de pourcentage à celui pour l'ensemble des PME de l'Ontario.

Selon les données, le pourcentage de personnes nées à l'extérieur du Canada qui sont principalement responsables de la prise de décision au sein des PME francophones est six fois moindre que pour les PME dans leur ensemble. Il faut cependant traiter cette donnée avec circonspection, étant donné que plusieurs immigrants qui parlent le français n'ont pas le français comme langue maternelle et ne sont donc pas retenus aux fins du calcul.

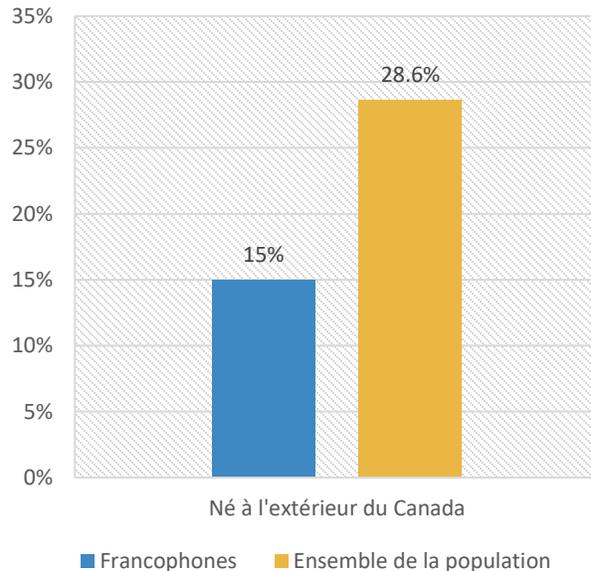


Malgré tout, le pourcentage de 6,2 % est préoccupant si l'on tient compte du fait que selon le dernier recensement, 16,4 % des francophones de la province sont nés à l'extérieur du Canada, comparativement à 28,6 % de l'ensemble de la population de la province.

Graphique 10. Lieu de naissance de la personne principalement responsable de la prise de décision



Graphique 11. Lieu de naissance des francophones et de l'ensemble de la population



2.2 LES TRAVAILLEURS BILINGUES EN ONTARIO

L'Ontario est le moteur économique du Canada ; plus de 14 millions de personnes y vivent, soit 40 % de la population du pays, et elle produit à elle seule 37 % du produit intérieur brut (PIB). Près d'un Ontarien sur trois est né à l'extérieur du Canada et la province est le lieu de résidence de plus de 200 différentes ethnicités.

La province compte également la plus importante population francophone au Canada après le Québec, soit plus de 622 000 personnes, et 1,5 million de personnes y sont bilingues, c'est-à-dire qu'elles parlent le français et l'anglais. Un peu plus de 20 % des personnes bilingues au Canada vivent en Ontario. Cette proportion passe à 56 % si l'on exclut le Québec⁷.

En Ontario, 898 190 travailleurs, soit 11,5 % de la main-d'œuvre, sont bilingues et représentent une tranche de 12,1 % du PIB de la province, soit tout près de 80 milliards de dollars⁸.

Les travailleurs bilingues produisent 12,1 % du PIB, soit 76,5 milliards de dollars.

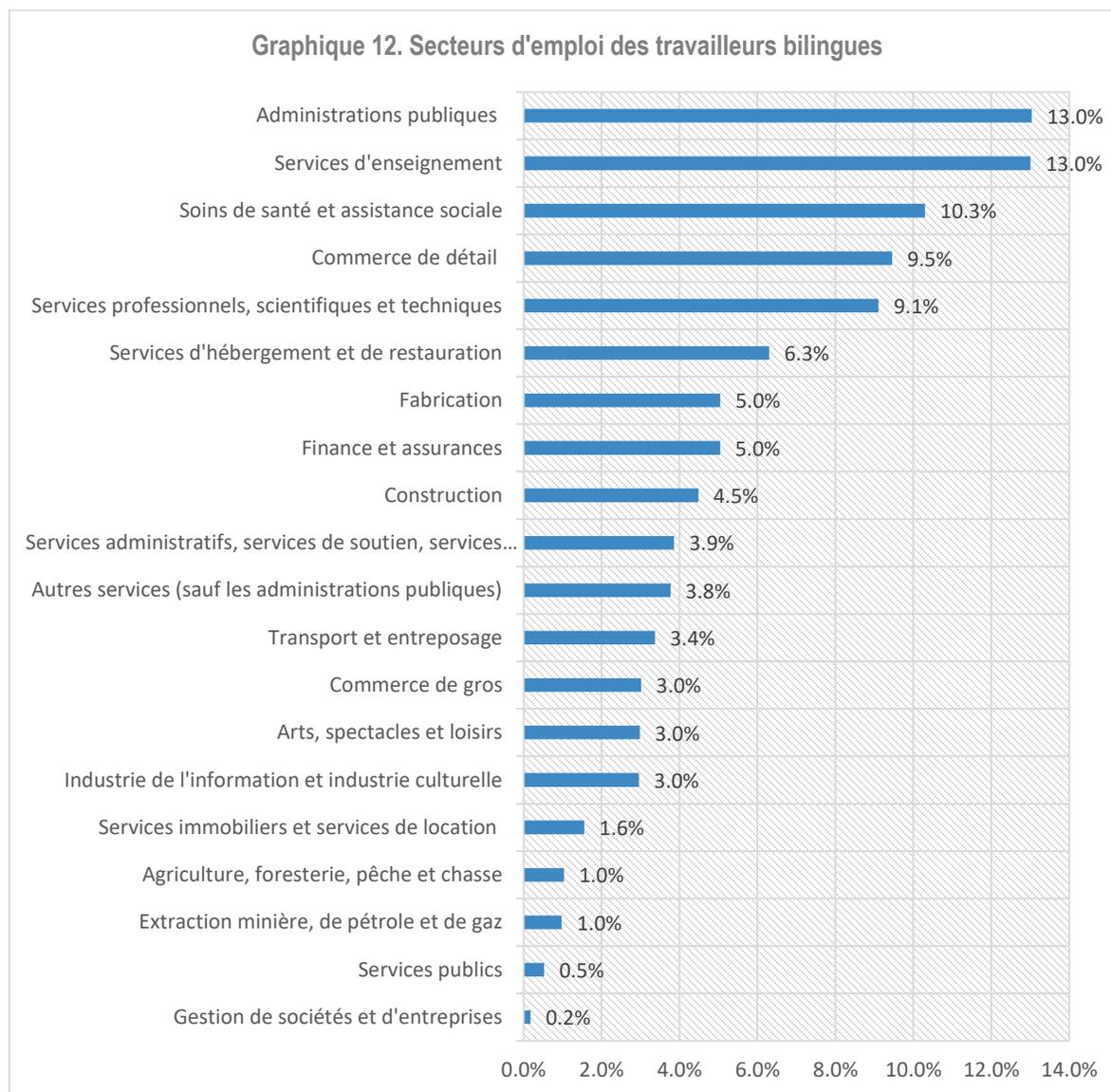
Soulignons qu'en Ontario, près de 40 % de la population bilingue de 15 ans ou plus obtient un baccalauréat ou un diplôme supérieur, comparativement à 25 % pour la population anglophone. De plus, une fois sur le marché du travail, les travailleurs bilingues gagnent annuellement 9 632 \$ de plus que les anglophones unilingues⁹.

⁷ ACUFC et Conference Board du Canada, *Le bilinguisme anglais-français hors Québec : un portrait économique des bilingues au Canada*, novembre 2018, p. 19.

⁸ *Ibid.*, p. 31 et p. 61.

⁹ *Ibid.*, p. 21.

Selon les données de 2016, en Ontario, 50 % des travailleurs bilingues se retrouvent dans cinq secteurs principaux : l'administration publique (13 %), les services d'enseignement (13 %), les soins de santé (10 %), le commerce de détail (9 %) et les services professionnels, scientifiques et techniques (9 %).

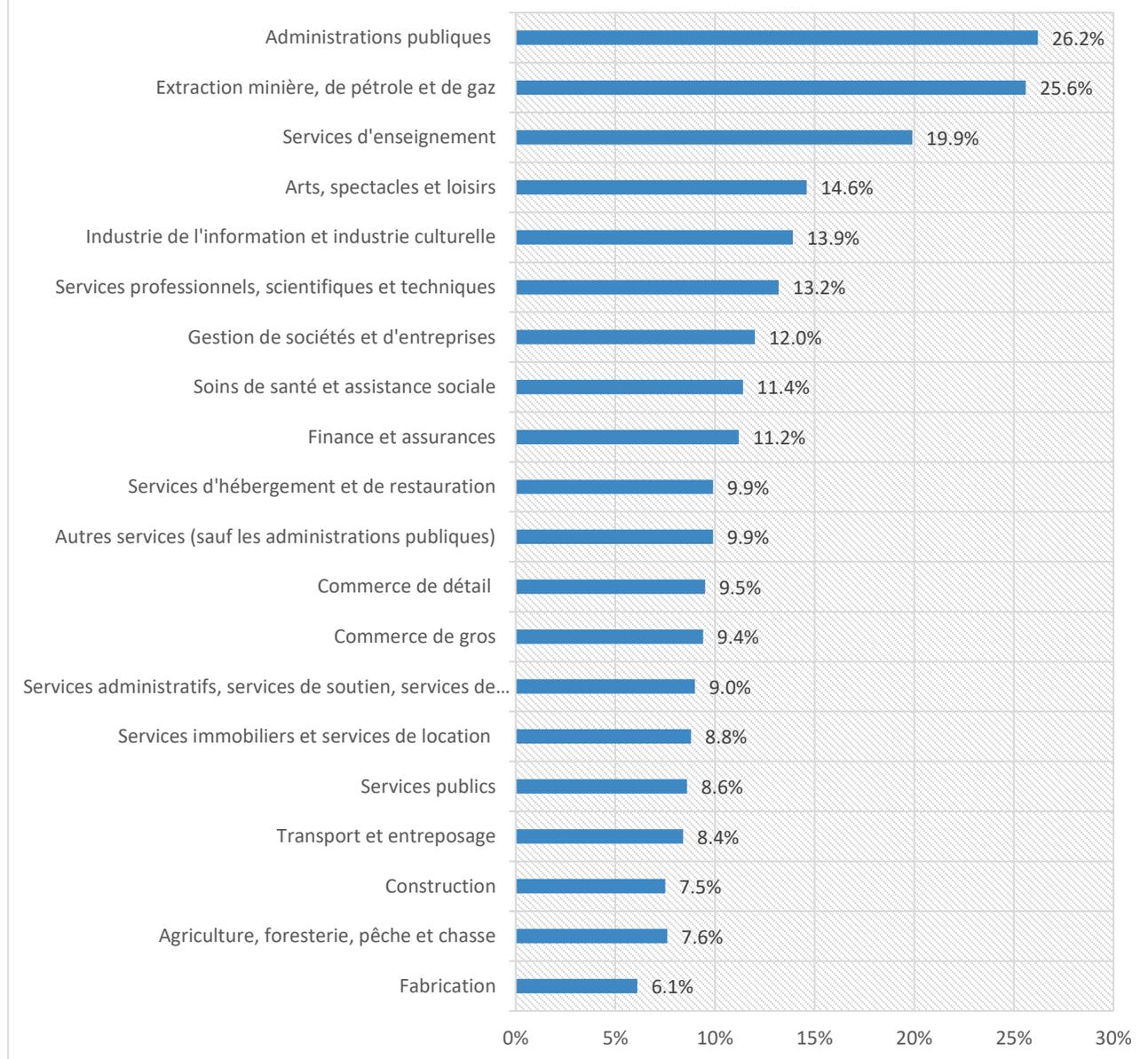


En ce qui concerne le poids que représentent les travailleurs bilingues dans les différents secteurs de l'économie, ils sont sous-représentés dans la production et la distribution des biens (fabrication, secteur primaire, construction, services publics, transport et distribution) comparativement au pourcentage total de travailleurs bilingues en Ontario (11,5 %).

La seule exception est le secteur de l'extraction minière, où 25,6 % des travailleurs sont bilingues. Cela peut s'expliquer par le fait que la grande majorité des mines se trouvent dans le nord-est de la province, où 22,6 % de la population est francophone.

La représentation des travailleurs bilingues est également supérieure à la moyenne provinciale dans les secteurs de l'administration publique, des services d'enseignement, d'information et des arts ainsi que dans le domaine des services professionnels, scientifiques et techniques.

Graphique 13. Représentation des travailleurs bilingues



2.3 CONSTATS DE L'ANALYSE

Il est important de tirer certains constats qui nous permettront de bien cibler les enjeux économiques touchant plus particulièrement la francophonie ontarienne.

En premier lieu, il faut mentionner que le pourcentage de PME francophones (4,2 %) est légèrement inférieur au pourcentage de la population francophone (4,7 %) dans son ensemble. Rien de bien alarmant si l'on tient

compte du fait que les données réelles sont sans doute plus élevées. Rappelons que l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises répertorie les PME en fonction de la langue maternelle plutôt que la première langue officielle parlée.

L'âge des personnes principalement responsables de la prise de décision est cependant plus préoccupant, et ce, pour l'ensemble des entreprises de la province. En effet, près de 6 PME sur 10 en Ontario sont gérées par des personnes âgées de 50 ans ou plus. A priori, cette situation ne semble pas plus préoccupante pour les PME francophones que pour les autres, mais il est important de noter que le bassin d'acheteurs potentiels francophones est beaucoup plus restreint que le bassin d'acquéreurs anglophones.

Il faut donc se demander ce qu'il adviendra des services offerts à la clientèle francophone si la PME est rachetée par des intérêts anglophones ou si elle ne trouve simplement pas preneur. La langue de travail sera-t-elle le français si la personne responsable de la prise de décision est anglophone ? Le bilinguisme sera-t-il un enjeu important lors de l'embauche de personnel ? Ces questions amènent au premier plan la relève de l'entrepreneuriat francophone et la délicate situation du transfert d'entreprises.

Comme on a pu le voir dans la section précédente, la répartition du plus haut niveau de scolarité des personnes principalement responsables de la prise de décision chez les PME francophones est très similaire à la répartition pour la population francophone en général. Il y a un écart avec le plus haut niveau de scolarité des principaux responsables de la prise de décision de l'ensemble des PME, où une personne responsable sur deux est titulaire d'un certificat, grade ou diplôme universitaire.

Cette réalité s'explique en partie par les secteurs où l'on retrouve une plus grande proportion de PME francophones (construction, agriculture, foresterie, pêche, chasse, extraction minière et pétrolière) où les diplômes universitaires sont moins nécessaires pour réussir en affaires.

Cependant, dans le contexte postpandémique qui s'installe à travers le monde et en tenant compte de la stratégie industrielle récemment adoptée par le Canada, la croissance des PME francophones dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques pourrait permettre à ces entreprises de bien se positionner pour aider la province et le pays à se doter d'une économie numérique axée sur les données¹⁰.

Notre analyse des travailleurs bilingues démontre d'ailleurs la présence d'un bon nombre de travailleurs bilingues dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques. Reste à savoir comment les intéresser à l'entrepreneuriat.

L'examen des données sur la participation féminine à la propriété des PME francophones met au premier plan le retard qu'accusent les femmes francophones en entrepreneuriat. Rappelons en effet l'écart considérable de 10 points de pourcentage entre la participation de femmes à la propriété de PME francophones et leur participation à la propriété de l'ensemble des PME de la province.

Les données sur l'entrepreneuriat féminin avaient été compilées avant la pandémie. Selon les renseignements disponibles à l'heure actuelle, la pandémie pourrait avoir aggravé la situation actuelle des femmes francophones propriétaires. En effet, un sondage mené par le Conseil sur la stratégie industrielle concernant les incidences de la COVID-19 sur les entreprises indique que les entreprises dirigées par des femmes prévoyaient une baisse de revenus de 44 % pour 2020 et qu'en général, elles étaient plus préoccupées par leur viabilité future¹¹.

¹⁰ Conseil sur la stratégie industrielle, *Redémarrer, relancer, repenser la prospérité de tous les Canadiens*, mai 2020, [https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/vwapj/00118a_fr.pdf/\\$file/00118a_fr.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/vwapj/00118a_fr.pdf/$file/00118a_fr.pdf), p. 10.

¹¹ *Ibid.*, p. 25.

Un autre écart important entre l'ensemble des PME et les PME francophones a trait aux exportations. La proportion des PME francophones exportatrices est inférieure de 6 points de pourcentage à celle de l'ensemble des PME. Les secteurs dans lesquels on retrouve une bonne proportion de PME francophones ne sont pas nécessairement tournés vers l'exportation (p. ex., construction ou commerce de détail), mais il n'en demeure pas moins que du travail reste à faire pour inciter les PME francophones à envisager les marchés d'exportation comme avenue de croissance.

En outre, malgré le fait que 16,4 % des francophones de la province sont nés à l'extérieur du Canada, seulement 6,2 % des PME francophones sont entre les mains de personnes nées à l'étranger. Cette donnée est plutôt préoccupante si l'on tient compte du fait qu'en général, les immigrants ont le sens de l'entrepreneuriat et sont plus portés à se lancer en affaires que les personnes nées au Canada¹². Une analyse visant l'ensemble des PME de la province tend d'ailleurs à confirmer ces indications sur l'entrepreneuriat, puisque les 28,6 % des résidents de l'Ontario nés à l'extérieur du pays représentent 35,6 % des personnes principalement responsables de la prise de décision des PME.

Tout comme pour l'entrepreneuriat féminin, les études démontrent que les entrepreneurs immigrants ont été durement touchés par la pandémie. Aux États-Unis, plus du tiers des entrepreneurs immigrants ont indiqué avoir subi des pertes substantielles dans leurs activités commerciales depuis le début de la pandémie¹³.

3. ENJEUX STRATÉGIQUES

À partir des données et constats exposés aux pages précédentes, nous avons cerné quatre enjeux prioritaires pour le développement de l'économie franco-ontarienne :

- Favoriser la croissance entrepreneuriale au féminin
- Inciter les immigrants à se lancer en entreprise
- Promouvoir la relève entrepreneuriale francophone
- Soutenir la conquête de nouveaux marchés en francophonie

Pour chacun des enjeux, nous élaborons des cibles à atteindre et des pistes à suivre pour y arriver.

¹² Statistique Canada, *Immigration, propriété d'entreprises et emploi au Canada*, mars 2016, p. 5.

¹³ *Forbes, A Conversation On The Importance Of Immigration On Entrepreneurship With Ali Noorani, President And CEO Of The National Immigration Forum*, <https://www.forbes.com/sites/rhettbuttle/2020/10/15/a-conversation-on-the-importance-of-immigration-on-entrepreneurship-with-ali-noorani-president-and-ceo-of-the-national-immigration-forum/?sh=35f1da887c93>, site consulté en mars 2021.

3.1 FAVORISER LA CROISSANCE ENTREPRENEURIALE AU FÉMININ

Étant donné que la population féminine francophone est légèrement supérieure à la population féminine totale dans la province, il est normal d'envisager que la participation féminine à la propriété des entreprises francophones soit similaire à celle de l'ensemble de la province. C'est pourquoi nous prévoyons que d'ici 2031, les femmes détiendront 45 % des PME francophones, en totalité ou en partie.

D'ici 2031, les femmes détiendront 45 % des PME francophones, en totalité ou en partie.

Pour y arriver, nous prévoyons une stratégie sous trois axes : sensibilisation, mentorat et financement.

Une campagne de sensibilisation devra être mise en place pour inciter les femmes à se lancer en entrepreneuriat, entre autres par la présentation de différents modèles d'entrepreneuriat ainsi que d'exemples concrets d'entreprises de toutes sortes et de toutes tailles gérées par les femmes.

Il serait également très opportun de lancer un programme de mentorat et d'accompagnement, non pas de façon ponctuelle, mais sur plusieurs années afin d'assurer une continuité pour les entreprises en démarrage.

Finalement, il serait essentiel de mettre en place un programme de financement d'appoint qui pourrait servir de bougie d'allumage pour le démarrage de petites entreprises ou encore de levier financier pour permettre d'obtenir un financement plus important auprès d'institutions financières.

3.2 INCITER LES IMMIGRANTS À SE LANCER EN ENTREPRISE

Des études démontrent qu'au cours des premières années après leur arrivée au Canada, les immigrants ont des taux relativement faibles de propriété d'entreprise et de création d'emplois. Toutefois, après quatre à sept ans, ces personnes sont proportionnellement plus nombreuses à posséder une entreprise privée ou à exercer un travail autonome que les personnes nées au Canada¹⁴. Si nous retirons du calcul les immigrants et réfugiés arrivés entre 2011 et 2016, nous pouvons estimer que les immigrants francophones représentent environ 10 % de la population francophone de la province.

Dans ce contexte, il est possible d'envisager qu'en 2031, 10 % des PME francophones de la province appartiendront à des personnes nées à l'extérieur du Canada.

D'ici 2031, 10 % des PME francophones appartiendront à des personnes nées à l'extérieur du Canada.

Pour y arriver, nous prévoyons une stratégie en trois volets : un service de type « concierge », un service de jumelage et un appui financier.

Un service de type concierge aiderait les entrepreneurs immigrants à naviguer le système et la bureaucratie ontarienne et canadienne, à décrocher du financement gouvernemental et à obtenir des contrats publics. Un service de jumelage est également à prévoir pour les entrepreneurs immigrants afin de les guider dans le développement de leur entreprise. Encore une fois, ce programme devra être proposé de façon continue afin d'établir des liens de confiance solides entre le mentor et le mentoré.

¹⁴ Statistique Canada, *Immigration, propriété d'entreprises et emploi au Canada*, op. cit., p. 25.
RAPPORT FINAL – MARS 2021

Le programme de financement d'appoint déjà mentionné à la rubrique précédente faciliterait le démarrage d'entreprise par des immigrants francophones.

3.3 PROMOUVOIR LA RELÈVE ENTREPRENEURIALE FRANCOPHONE

Comme mentionné précédemment, le défi de la relève entrepreneuriale francophone est bien réel. Il faut relever ce défi pour maintenir la proportion de PME francophones et éviter un déclin au cours des 10 prochaines années. La disparition d'entreprises francophones entraînerait une diminution de l'offre de services en français dans les communautés.

C'est pourquoi il est important que d'ici 2031, les entreprises francophones représentent un minimum de 4,2 % de l'ensemble des PME de la province.

D'ici 2031, un minimum de 4,2 % des PME de la province appartiendront à des francophones.

Afin d'atteindre cette cible, une stratégie en trois volets permettrait d'approfondir les connaissances, d'effectuer de la sensibilisation et de faciliter le transfert d'entreprises.

Tout d'abord, il faudrait cerner avec précision les secteurs qui risquent d'être les plus touchés par le vieillissement des propriétaires et la vente ou la fermeture des entreprises. Des recherches additionnelles permettraient de cibler les secteurs et les régions qui seront les plus durement touchés au cours des prochaines années.

Par la suite, il serait tout indiqué d'établir une stratégie de sensibilisation de la relève (les acquéreurs potentiels) au sujet des possibilités entrepreneuriales qui se présentent.

Enfin, il faudrait appuyer les acheteurs potentiels dans leurs démarches de jumelage avec les propriétaires (les cédants) afin d'assurer le succès du transfert des entreprises.

3.4 SOUTENIR LA CONQUÊTE DE NOUVEAUX MARCHÉS EN FRANCOPHONIE

Selon l'étude réalisée conjointement par l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario et le Conference Board du Canada en 2018, la participation de l'Ontario à l'Organisation internationale de la francophonie et l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne pourraient se traduire par plus d'occasions d'échanges pour les entreprises francophones de la province¹⁵.

En tenant compte de cette nouvelle réalité, il est envisageable qu'en 2031, 13 % des PME francophones fassent de l'exportation.

D'ici 2031, 13 % des PME francophones de la province feront de l'exportation.

¹⁵ Assemblée de la francophonie de l'Ontario et Conference Board du Canada, 2018, *L'Ontario, le commerce et les avantages du bilinguisme anglais-français*, p. 7.

Afin d'atteindre cette cible, trois stratégies sont envisagées : la sensibilisation des PME à l'exportation, le réseautage électronique et la participation à des foires commerciales dans les pays francophones, en mode présentiel ou virtuel.

La première stratégie consiste à sensibiliser les PME francophones aux avantages économiques de l'exportation. Il faut en effet démystifier l'exportation, qui est perçue par plusieurs PME comme l'apanage des grandes entreprises.

La deuxième stratégie vise à consolider et élargir le Quartier d'affaires sur B2BeeMatch à l'ensemble des PME francophones de la province, du Canada et de partout à travers le monde afin de favoriser le maillage entre les besoins des entreprises francophones et l'offre de services par d'autres PME francophones d'ici ou d'ailleurs.

La troisième stratégie consiste à appuyer la participation de PME francophones à des événements virtuels ou missions commerciales dans les communautés francophones au Canada ou ailleurs dans les pays francophones afin de stimuler les échanges commerciaux ou de favoriser la création d'alliances stratégiques en francophonie.

4. CONCLUSION

L'Ontario compte près de 50 % des PME francophones du Canada hors Québec. Les travailleurs bilingues de la province comptent pour plus de 50 % des travailleurs bilingues du Canada à l'extérieur du Québec et leurs activités représentent 12 % du PIB de la province.

L'Ontario peut s'enorgueillir de la présence de plusieurs organismes de développement économique francophone : l'Union des cultivateurs franco-ontariens (350 membres qui représentent 3 200 entreprises agricoles francophones partout en province), le Conseil de la coopération de l'Ontario (10 coopératives et 19 entreprises d'économie sociale) et la Fédération des gens d'affaires francophones (14 organisations au service de plus de 4 000 PME et personnes d'affaires partout en Ontario).

Plusieurs autres organisations appuient quotidiennement le développement économique des communautés francophones, pour ne nommer que la Société économique de l'Ontario, la Fondation franco-ontarienne et les sociétés d'aide au développement des collectivités francophones et bilingues.

Le présent *Profil sommaire* se veut le premier document en son genre dressant le portrait de l'économie franco-ontarienne, avec ses atouts et défis. Néanmoins, il conviendra de le compléter par la rédaction d'un véritable *Livre blanc* qui, moyennant un financement approprié, pourrait être diffusé dès janvier 2022.

L'économie franco-ontarienne est clairement une partie intégrante de l'économie provinciale et offre une forte valeur ajoutée, mais elle pourrait l'être encore plus si on fournissait aux organisations économiques francophones à leurs membres les véritables moyens de leurs ambitions.

Ce document fixe des cibles précises à atteindre au cours des 10 prochaines années, ainsi que des pistes d'action claires pour y parvenir. Ce *Profil sommaire* plante le décor pour entamer une discussion avec les gouvernements afin d'innover et de permettre aux entreprises francophones de la province et aux travailleurs bilingues de réaliser leur plein potentiel.

BIBLIOGRAPHIE

ACUFC ET CONFERENCE BOARD DU CANADA, *Le bilinguisme anglais-français hors Québec : un portrait économique des bilingues au Canada*, novembre 2018, 70 pages.

ASSEMBLÉE DE LA FRANCOPHONIE DE L'ONTARIO ET CONFERENCE BOARD DU CANADA, *L'Ontario, le commerce et les avantages du bilinguisme anglais-français*, 2018, 47 pages.

CONSEIL SUR LA STRATÉGIE INDUSTRIELLE, *Redémarrer, relancer, repenser la prospérité de tous les Canadiens*, mai 2020, [https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/vwapj/00118a_fr.pdf/\\$file/00118a_fr.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/vwapj/00118a_fr.pdf/$file/00118a_fr.pdf), 144 pages.

FGA, *Un nouveau partenaire économique d'excellence pour les Franco-Ontariens : la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario*, <https://fedefranco.ca/un-nouveau-partenaire-economique-dexcellence-pour-les-franco-ontariens-la-federation-des-gens-daffaires-francophones-de-lontario/>, site consulté en mars 2021.

FORBES, *A Conversation On The Importance Of Immigration On Entrepreneurship With Ali Noorani, President And CEO Of The National Immigration Forum*, <https://www.forbes.com/sites/rhettbuttle/2020/10/15/a-conversation-on-the-importance-of-immigration-on-entrepreneurship-with-ali-noorani-president-and-ceo-of-the-national-immigration-forum/?sh=35f1da887c93>, site consulté en mars 2021.

ONTARIO, *Profil de la population francophone de l'Ontario – 2016*, <https://www.ontario.ca/fr/page/profil-de-la-population-francophone-de-lontario-2016#section-9>, site consulté en mars 2021.

RDÉE CANADA, *Le Livre blanc : Prospérité économique des francophones et Acadiens*, janvier 2016, 55 pages.

STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises 2017*, novembre 2018, tableau 30.

STATISTIQUE CANADA, *Immigration, propriété d'entreprises et emploi au Canada*, mars 2016, 59 pages.

STATISTIQUE CANADA, *Portrait des travailleurs de langue française dans les industries agricoles et agroalimentaires de l'Ontario*, 2006 et 2016, janvier 2021, 60 pages.